

Contr' attak!

L'expression libre de



de Seine Maritime

« la civilisation se mesurera aux mois de vacances que les travailleurs arracheront aux patrons »

Maurice Toesca

EMPLOIS 2018



MOI AUSSI JE COUPE DU MONDE !

numéro 4 de 2018

Un dernier ConTrattak avant le break estival.

Nous savons -pour l'avoir constaté lors de nos visites de sites- que tout le monde et dans tous les services est fatigué, usé, lassé, désabusé, mais aussi inquiet pour l'avenir de ses missions, du service rendu au public, et même effrayé de ce qui va bien pouvoir encore «nous tomber sur la g...e » tant au boulot que dans la vie quotidienne.

Et nous aussi, militants, nous sommes traversés de moments de déception lorsque la mobilisation n'est pas à la hauteur de nos espérances, de doutes lorsque nous avons l'impression de gaspiller notre énergie à défendre becs et ongles nos droits, notre Service Public lors des CT ou des CAP contre une direction obstinée et inhumaine (vous l'aurez lu dans nos compte-rendus), lorsque nous condamnons les remises en cause régulières et permanentes des acquis (et non des privilèges) issus des luttes et en particulier contre notre statut, et quand ce constat interne à notre administration doit hélas être également tiré tout autour de nous, jusque dans les valeurs même de la société pourtant rappelées en lettres d'or au fronton des écoles et des mairies.

Mais il nous faut continuer, malgré tout, à ralentir, à empêcher, voire à faire reculer quand c'est possible, l'inéluctable poussée du rouleau compresseur des réformes, à (re)mettre l'Humain au premier plan dans chaque décision de la direction, à obliger au respect des règles (ou de ce qu'il en reste) sans cesse bafouées, à maintenir une vigilance sur les conséquences programmées dans chaque choix managérial.

Et même si nos ambitions peuvent être parfois écornées, nos convictions restent et resteront toujours intactes.

Alors, oui, nous aussi avons besoin de vacances pour nous préparer à une rentrée combative.

Nous nous retrouverons donc en septembre, frais, prêts, dispos et décidés.

Bonnes vacances à toutes et tous !



Les postes de travail des agents du SIE du Havre ont été dotés d'un second écran.

A priori, rien à dire et on ne pourrait que s'en féliciter ...

Si depuis des années, l'implantation de l'informatique n'avait fait fi des conditions -à défaut d'obligations- ergonomiques préconisées par la médecine du travail,

Et si certaines réserves et certains doutes n'avaient été relevés sur les émissions de « lumière bleue » qui seraient néfastes à long-terme *

J'ignore si la notion juridique de mise en danger de la santé d'autrui existe dans le code pénal, mais la DFiP pourrait en être accusée lorsque elle expose en toute connaissance ses personnels à des dangers clairement définis et que ceux-ci souffriront de troubles musculo-squelettiques ou de perte d'acuité visuelle. Qu'importe puisque ils seront à la retraite ...

Mais heureusement que l'installation de ces matériels a été accompagnée d'un rassurant « vous n'êtes pas obligés de les allumer » !

Nous invitons donc nos collègues à annoter le registre CHS afin de faire part de leurs craintes et leurs questionnements.

* (cf. la brochure de l'IRNS que nous tenons à votre disposition),

Des Faits VS DUFAY

Lors de la grève du 14 mai, un journaliste de Paris Normandie est venu interviewer les agents d'Elbeuf et les organisations syndicales. A cette occasion, il a souhaité prendre une photo de la mobilisation. C'est en voyant l'article paru dans le quotidien normand que notre directrice a exigé de savoir à quelle heure avait été pris ce cliché pour essayer de « coincer » les agents et leur retenir une journée de grève.

La réponse a été claire, nette et précise : « pendant les plages variables ». Tous les agents qui ont pris part à cette action n'ont pas frauduleusement fait tourner le compteur de la pointeuse.

Nous ne pouvons que dénoncer cette tentative d'intimidation qui est indigne mais tellement significative du mépris avec lequel nous sommes considérés par la hiérarchie.

Mais pouvons nous en être vraiment surpris dans un contexte où les salariés sont des tricheurs et des menteurs, et les syndicats des gangsters retenant les usagers en otages !

Depuis quelques mois, nous pouvons disposer de notre bulletin de traitement de manière dématérialisée sur le site ENSAP. Parallèlement, ce document reste édité et distribué sous forme papier jusqu'en juillet 2018. Mais Madame D., afin de booster un nombre d'inscriptions à ce site



qu'elle estime trop faible (proportionnellement à sa prime ?) a décidé d'en interrompre la remise en mains propres.

Pourquoi pas sauf que leur impression continue et qu'ils seront stockés en attendant d'être détruits !

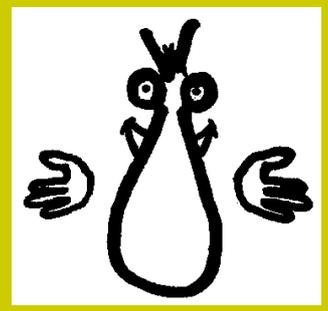
Pas de saison pour le point d'indice,



Car même en plein été,



Il est gelé !



LA VÉRITÉ SI JE MENS

Fraude : nf. acte de mauvaise foi et de tromperie.

Sa détection et son élimination appartiennent à l'ADN de notre administration, voire en

constituent sa colonne vertébrale puisque ce sont les résultats de ces deux missions qui sont régulièrement mis en vitrine, vantant leur irrésistible et régulière progression ainsi que leurs montants sans cesse inégalés.

Pourtant, dans l'arrière boutique, la marchandise peut parfois s'avérer quelque peu avariée. Oh, ce n'est pas à cause des petites mains qui en assurent la production, mais assurément la faute aux patrons de l'entreprise dont les carrières (et les salaires) dépendent du bilan présenté.

Car après la mise en œuvre de nouvelles procédures et de choix politiques au bénéfice des « contrôlés » (droit à l'erreur, verrou de Bercy ...), la mission de programmation pervertie par les ratios statistiques, la recherche de rentabilisation du coût d'un vérificateur (résultats financiers / salaire), l'abandon du contrôle des dossiers à fort enjeu, le contrôle fiscal est de nouveau mis à mal par une réorganisation globale en cours de marche.

Alors, où est le loup ?

Même si les indicateurs montrent une situation plutôt positive, ils ne nous informent que sur leur propre duperie, ces trompe-l'œil que des technocrates tordent en fonction des politiques n'abusent plus que les profanes tout en caressant les courtisans dans le sens du poil.

A force de suppressions d'emplois et de contrôles orientés, la notion de paradis fiscal (dont nous connaissons les bénéficiaires) s'étend progressivement au territoire national tout entier.

Si mauvaise foi et tromperie sont les deux mamelles de la fraude, il est d'évidence qu'elles sont aussi les deux jambes sur lesquelles avance notre administration.



Je suis allé voir le film de Stéphane Brizé avec Vincent Lindon « En guerre » qui relate les luttes, les doutes, les échecs aussi, de salarié-e-s qui ont été licencié-e-s. Les valeurs portées par cette œuvre ne pouvaient qu'attirer ma fibre militante et mes engagements.

A l'issue de la projection, j'ai compris une chose importante : quand le dialogue et l'action aboutissent à des fins de non-recevoir (cela vous rappelle quelque chose ?), que faire pour être entendu ? Et bien, tout dépend d'un élément fondamental qui repose sur cette simple question : « qu'ai-je à perdre ? ». Lorsque toute votre vie a été, et est directement dépendante de votre emploi, jusqu'où êtes vous prêts à vous engager pour le défendre ?

Et nous, fonctionnaires, quelle réponse pourrions nous apporter ?

Qu'avons nous à perdre, sinon qu'une journée de salaire (et peut-être la carotte du mérite), expliquant nos journées d'action si décevantes.

Devrons-nous attendre la mort de notre statut et la précarisation de nos emplois pour être acculés à réagir ?

Justement non ! c'est parce nous ne craignons pas les menaces subies par les travailleurs du privé que nous nous devons d'être plus actifs et d'ouvrir la voie du changement social.

Une confortable sécurité tant matérielle que mentale a ramolli notre conscience des réalités.

La seule qui prévaut dès lors, est que nous seuls détenons le pouvoir d'intervenir sur notre destin et que nous n'avons pas le droit d'échouer dans cette tâche.